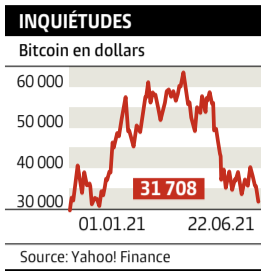


Economie & Finance

Recul du bitcoin

Le cours du bitcoin est brièvement passé sous les 30 000 dollars mardi pour la première fois depuis fin janvier, la première des cryptomonnaies souffrant des efforts chinois pour réguler ce marché.



PETER CARLSSON

Directeur général et cofondateur de Northvolt
Le fabricant suédois de batteries électriques, qui a déjà levé près de 6 milliards de dollars, aura besoin de «trouver» 15 milliards pour atteindre ses objectifs de production, a indiqué mardi son patron aux «Echos».



418 300 milliards

LA FORTUNE GLOBALE TOTALE A BONDÉ DE 7,4% EN 2020 POUR S'ÉTABLIR À 418 300 MILLIARDS DE DOLLARS, SELON CREDIT SUISSE. Par ménage, la richesse globale moyenne s'est envolée de 6% à 79 952 dollars. La Suisse est à la première place avec 673 960 dollars, devant les Etats-Unis (505 420 dollars) et Hongkong (503 340 dollars).

SMI	11 982,48	-0,11%	Dollar/franc	0,9201	↑
Euro Stoxx 50	4123,13	+0,26%	Euro/franc	1,0959	↑
FTSE 100	7090,01	+0,39%	Euro/dollar	1,1910	↓
			Livre st./franc	1,2809	↑
			Barel Brent/dollar	74,82	↓
			Once d'or/dollar	1776	↓

Menace sur des crèches genevoises

GARDE D'ENFANTS Les structures d'accueil privées voient leur pérennité menacée par l'obligation de se soumettre aux barèmes salariaux du public. L'une de ces institutions veut porter l'affaire en justice

RACHEL RICHTERICH
@RRichterich

C'était la faillite, ou se voir imposer la fermeture de sa crèche à Genève: «J'ai décidé de me battre, quitte à aller devant les tribunaux», tranche Kristina Babina. La fondatrice de la chaîne de crèches romandes TotUp conteste l'obligation cantonale d'adopter pour son personnel les mêmes conditions de travail que celles qui ont cours dans les institutions publiques. Une décision entrée en force l'an dernier, après une période transitoire de deux ans. Elle frappe toutes les crèches genevoises, y compris celles qui ne touchent pas de subventions, et menace aujourd'hui l'existence de certaines d'entre elles. De quoi exacerber les tensions dans un canton où il manque quelque 3200 places d'accueil, poussant l'exécutif à exiger le mois dernier la création de 2800 places dans la décennie à venir.

Regroupées dans ce que l'on appelle les usages de la petite enfance (UPE), ces dispositions visent à uniformiser les règles appliquées aux structures d'accueil de la petite enfance – publiques comme privées – «partant du principe d'une équité de traitement envers les enfants», justifie le Département genevois de l'instruction publique (DIP). Elles exigent notamment d'appliquer les barèmes salariaux de l'administration publique à l'ensemble du personnel.

«Nous ne remettons pas du tout en question les salaires des éducatrices.

Ils sont en revanche trop élevés pour les aides qui ne bénéficient d'aucune formation liée à la petite enfance», souligne Julie Ollinet, directrice de la crèche Scoubidou, fondée en 1989. Cette structure, située à deux pas de la Genève internationale et prévue pour accueillir plus de 80 enfants, a dû renoncer à engager des apprentis pour la prochaine rentrée afin de pouvoir rémunérer ces aides.

Système d'annuité

Fonctionnant selon un système d'annuités, ces échelles de traitement entraînent des augmentations automatiques de salaires chaque année. «Nous ne pouvons pas répercuter indéfiniment ces hausses sur les tarifs facturés aux parents. Pour survivre, nous devrions licencier nos collaborateurs plus âgés pour le simple fait qu'ils se situent trop haut dans l'échelle des salaires», se désole de son côté Magali Chaffard. Elle gère depuis 2014 les trois crèches Lolilola dans le canton, qui totalisent 53 places d'accueil. Le prix d'une place à plein temps dans une structure privée est déjà sensiblement plus élevé que dans le public – entre 2500 et 3900 francs par mois.

Ces UPE imposent en outre un allongement du congé de maternité de seize à vingt semaines, un 13e salaire obligatoire, ou encore sept semaines de vacances, ainsi qu'un financement de l'assurance perte de gain aux deux tiers par l'employeur, contre une répartition 50/50 jusqu'à présent.

La situation est jugée d'autant plus incompréhensible que ces usages leur ont été imposés après coup: jusqu'à présent, les structures privées disposaient de leurs propres règlements internes du personnel, conformes au droit du travail et soumis à la validation des autorités cantonales. C'est sur cette base qu'étaient délivrées les autorisations d'exploiter. Dans le cas de TotUp, l'entrée en vigueur des UPE est intervenue six mois à peine après l'ouverture de la crèche en mai 2018.

«Nous ne pouvons pas répercuter indéfiniment ces hausses [automatiques et annuelles des salaires] sur les tarifs facturés aux parents»

MAGALI CHAFFARD, RESPONSABLE DES TROIS CRÈCHES GENEVOISES LOLILOLA

Au total, les coûts supplémentaires se chiffrent à des centaines de milliers de francs par an – «280000 francs», chiffre Magali Chaffard, plus de 700000 francs chez TotUp. La masse salariale, qui représente généralement près de trois quarts des charges d'une crèche, a bondi

de plus de 20% chez Scoubidou, observe Julie Ollinet.

Ces frais affectent aussi des groupes plus importants comme Pop e Poppa, qui compte une cinquantaine de crèches en Suisse, dont 16 sur le canton de Genève totalisant 700 places (une seule de ces structures est entièrement privée, les autres bénéficient de partenariats avec des communes): «Les charges sont devenues trop importantes et menacent le développement de nouvelles places», avertit Frédéric Chave, cofondateur du groupe. Il pointe un contexte «tendu», propre à Genève, couronné par l'entrée en vigueur en novembre dernier d'un salaire minimum, indexé à 23,14 francs depuis le début de l'année. Celui-ci multiplie par quatre les salaires des aides, qui ont un statut comparable à celui de stagiaires et démarrent généralement l'année suivante un apprentissage d'éducateur avec un salaire moindre, de l'ordre de 750 francs par mois. Les autres craignent pour «la pérennité» de leur structure, prévient Julie Ollinet. «Cette situation ne sera pas tenable longtemps», avertit Magali Chaffard.

«J'aurais signé ma faillite»

Contrairement aux autres crèches privées, qui par crainte de sanctions se sont engagées à se conformer aux nouveaux usages, Kristina Babina les conteste: «J'aurais signé la faillite de ma crèche», justifie-t-elle. Dans un courrier que *Le Temps* a pu consulter, elle a été mise en demeure par le canton avec

déjà au 11 juin pour le faire, faute de quoi elle pourrait se voir révoquer son autorisation d'exploiter. Dénonçant «d'une part une violation des principes constitutionnels de la liberté du commerce, d'autre part une inégalité de traitement vis-à-vis de structures qui reçoivent de l'argent public», Kristina Babina va saisir les tribunaux. «Nous gérons deux autres crèches dans le canton de Vaud, nous avons un projet dans le canton de Fribourg et un autre en Valais, et aucun de ces cantons ne nous impose ces exigences», souligne Kristina Babina.

Au sein de l'administration, on se renvoie la balle. Interrogé par *Le Temps* sur la possibilité de voir disparaître plusieurs centaines de places en crèche, le Service d'autorisation et de surveillance de l'accueil de jour (SASAJ) botte en touche et renvoie à l'Inspection du travail (OCIRT), «qui a reçu le mandat d'édicter ces usages».

«Cette pratique existe dans les secteurs qui dépendent de financements publics», indique Julien Dubouchet Cortthay, directeur de l'OCIRT. «Les crèches privées sont soumises à autorisations de l'Etat et c'est par ce biais qu'elles entrent dans le cadre des politiques publiques», ajoute-t-il. Il précise toutefois que ses services ne sont chargés de contrôler le respect de la législation en vigueur, la décision d'appliquer les UPE à l'ensemble des crèches, subventionnées ou non, dépend du SASAJ. Une décision de justice aura sans doute le mérite de clarifier la situation. ■

Abdallah Chatila lance une usine à masques à Genève

COVID-19 L'entrepreneur suisse va produire 35 millions de masques chirurgicaux entièrement recyclables dans le canton. C'est le dernier projet de son groupe privé, M3 Sanitrade, qui vaccinerait et testerait le plus en Suisse, mais sans faire l'unanimité



ABDALLAH CHATILA
PATRON DU GROUPE
M3

RICHARD ÉTIENNE
@RiEtienne

Elle fait du bruit cette machine. Trois bobines font dérouler autant de films de polypropylène sur un tapis roulant où ils sont juxtaposés avant d'être pliés, soudés et découpés. Les bouts de plastique bleus et blancs prennent une forme rectangulaire, celle des masques chirurgicaux qu'on voit désormais partout. Des robots apposent ensuite des élastiques et, sous peu, une installation se chargera de l'emballage. Tout est automatisé, les superviseurs humains ne touchent jamais la marchandise.

Nous sommes dans un hangar de Plan-les-Ouates, à Genève, le 22 juin. M3 Sanitrade, l'entreprise d'Abdallah Chatila, loue ce local à un sous-traitant aéronautique, Jean Gallay, pour y fabriquer des masques made in Geneva. L'usine démarre sa production et peut en fabriquer 35 millions par an, 120 par minute.

Dans un discours adressé à Abdallah Chatila à l'occasion de

cette inauguration, le conseiller d'Etat Mauro Poggia exprime sa «fierté» de voir qu'on se prépare localement face à la prochaine pandémie. «Nous avons vu que le bon marché c'est cher, quand on s'est réveillé groggy en 2020 sans être sûr d'obtenir de masques», indique le ministre genevois. «Vous nous avez aidés depuis le début de la pandémie et supporté les critiques, souvent malveillantes. J'ai souffert pour vous, toujours soupçonné d'avoir un agenda caché. Vous avez les épaules larges.»

Rompre avec la dépendance chinoise

Abdallah Chatila a beau être un personnage clé de l'arsenal genevois face au Covid-19, il suscite la méfiance auprès d'une large frange de la population. Dans le canton, on critique vite les têtes qui dépassent ou les partenariats public-privé, un modèle privilégié dans la crise sanitaire. Cette usine est son dernier projet.

Le multimillionnaire a commencé sa carrière dans la joaillerie,

puis l'horlogerie, dans l'immobilier et la gastronomie, non sans tenter d'acheter une mine au Congo. Il sponsorise notamment le tournoi de tennis de Genève et l'OSR. A la fin 2019, il fait couler de l'encre à la suite d'un rachat d'objets ayant appartenu à Adolf Hitler, qu'il a ensuite donné à une fondation israélienne «pour éviter, dit-il, qu'ils ne tombent dans de mauvaises mains».

Le Suisse a reconnu une faute: celle d'avoir attribué des appartements en zone de développement à ses proches à Cologne en 2011 – qui a terni sa réputation. «Ma femme dit que je suis mal-aimé à Genève, les gens soupçonnent qu'il y a une anguille sous roche dès que je fais quelque chose pour la collectivité, c'est presque blessant», dit-il.

Des critiques qui ne brisent pas son élan: l'amateur d'art – son bureau est inondé d'œuvres contemporaines – virevolte désormais face au covid au point d'être devenu, selon lui, «le privé qui vaccine le plus en Suisse», grâce à des partenariats avec les autorités, comme les centres de tests et de vaccinations à Palexpo et aux Eaux-Vives.

A Plan-les-Ouates, Abdallah Chatila relève que «son installation a coûté dix fois plus cher qu'une machine à masques en Chine, mais je souhaite rompre avec la dépendance extrême envers la Chine et créer de la

valeur dans la région.» Tout a commencé un an plus tôt.

En mai 2020, Abdallah Chatila a une lubie, alors que les masques chinois se font rares: en produire localement. Il logne un site à Annemasse avant de réaliser que le savoir-faire est en Bretagne, notamment auprès des anciens employés de Honeywell, une firme qui venait d'y fermer une usine.

Avec ses masques, M3 Sanitrade cible les hôpitaux et l'industrie agroalimentaire, en Suisse et en France

L'entrepreneur achète son site, trouve un fournisseur de polypropylène en Allemagne et un fabricant de machines près de Lyon. En Bretagne, trois lignes peuvent désormais fabriquer 100 millions de masques par an, des modèles chirurgicaux ou FFP2.

«On veut être 100% européen et circulaire», affirme Hervé Zipper, directeur général de M3 Sanitrade, une entreprise du groupe M3 qui emploie une cinquantaine de personnes et qui ne publie son

chiffre d'affaires. «Nous développons un circuit de recyclage, par le biais d'une collecte des masques usagés. Le polypropylène est recyclable à l'infini.» M3 Sanitrade s'est dotée d'une équipe de recherche et développement qui planche sur un masque transparent.

M3 Sanitrade cible les hôpitaux et l'industrie agroalimentaire, en Suisse et en France. Le CHU de Nantes en a commandé 25 millions, des discussions sont en cours avec les HUG. Sa production est trois fois plus chère – les prix ne sont pas encore fixés – que celle en Asie, mais l'entreprise garantit une qualité parfaite et des livraisons rapides. En Chine, des stocks importants, des subventions et une réaction face à la concurrence qui se dessine en Occident, ont fait chuter les prix, selon Hervé Zipper. «C'est une guerre économique», dit-il.

Abdallah Chatila a injecté 17 millions de francs dans ce projet dans lequel des banques sont amenées à participer. En tout, la production de masques de M3 Sanitrade est déviscée à 30 millions de francs.

En Bretagne, en plus des trois lignes qui tournent actuellement, une usine de *meltblown* – une matière en polypropylène utilisée pour les masques – doit être inaugurée cet automne. Et, à Plan-les-Ouates, une deuxième ligne de production est envisagée. ■

Estimation de croissance pour 2021 revue à la hausse par le KOF

CONJONCTURE Le PIB suisse croîtra de 4% cette année, selon le Centre de recherches conjoncturelles de l'EPFZ

AWP

Le produit intérieur brut (PIB) suisse doit afficher sur l'année en cours une croissance de 4,0%, selon l'édition estivale des prévisions saisonnières compilées par le Centre de recherches conjoncturelles de l'EPFZ publiée mardi. L'édition printanière ne prévoyait qu'un rétablissement de 3,0%.

L'économie helvétique doit toujours connaître par la suite une décélération à +2,8% en 2022.

Inédit depuis 2007

Une telle ampleur du rétablissement attendu sur l'année en cours n'avait plus été observée depuis 2007, mais fait aussi suite à un passage à vide exceptionnel en 2020, rappelle le KOF. L'économie suisse avait alors accusé une contraction de 2,9%, selon les chiffres diffusés en février par le Seco.

Reste que ce rebond et ses répliques doivent ramener dès 2022 le pays sur la courbe de croissance qu'il aurait dû afficher, abstraction faite de la pandémie. Le manque à gagner sur le long terme est considéré comme modeste et se concentre sur une poignée de secteurs particulièrement sinistrés. ■